

Les valeurs européennes, dernier rempart à la survie de l'Union européenne. Et si c'était déjà trop tard ?

Par Maxime Habran, chargé de cours adjoint à la Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie, (Université de Liège).

Article publié dans Espace de liberté, mensuel du Centre d'Action Laïque, décembre 2016 / N° 454, Dossier L'Europe, quel numéro ?

Le 23 juin 2016, l'Union européenne (UE) s'est un peu plus enfoncée dans la crise. Les britanniques se sont prononcés en faveur d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne à 51,9% contre 48,1%. Quoi qu'on en dise, il s'agit d'une décision inédite pour l'Europe. Un électrochoc de plus dans l'histoire de la construction européenne. Cet énième écueil marque sans doute la fin d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe.

Les dirigeants européens ne semblent plus avoir de prise sur le destin de l'Union. Pire, les considérations nationales (élections en France et en Allemagne en 2017, les désaccords sur le CETA et le TTIP, la montée des extrêmes au quatre coins de l'UE) prennent en otage la bonne gouvernance européenne. Les projets européens sont plus que jamais liés aux politiques nationales, comme si la souveraineté nationale reprenait progressivement le dessus.

A l'heure actuelle, c'est le champ des valeurs qui semble traverser une crise importante. La question des valeurs européennes et de leur respect est fondamentale dans une démocratie. Encore plus quand celle-ci vacille. Le partage de valeurs communes et leur promotion sont des conditions d'adhésion. Mais elles sont aussi des conditions de maintien au sein de l'Union. Ainsi, le traité de Lisbonne précise que « l'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes ».

En cas de violations graves et persistantes de celles-ci, l'Union dispose d'une arme dite nucléaire. L'Etat en cause peut se voir priver d'une partie de ses droits en ce compris son droit de vote au sein du Conseil. La Hongrie, dirigée par Victor Orban, est bien connue pour ses positions anti-européennes et franchit de manière régulière la ligne rouge : mise en place de réformes controversées, mesures contre les plus pauvres, contrôle de la publicité, mise en péril de l'indépendance de la justice, érection d'un mur à la frontière avec la Serbie pour empêcher les milliers de migrants d'entrer sur son territoire et plus récemment une consultation populaire sur l'immigration. A l'heure où l'Europe va mal, où les questionnements sur sa survie sont posés, ne faudrait-il pas un acte fort ?

Malgré les faits et les levers de boucliers de certains Etats, l'Union n'a pas encore eu recours à ce mécanisme. D'abord parce que la mise en œuvre est difficile (modalités de vote) ; ensuite parce qu'une telle mesure risquerait d'accroître les tensions dans le pays concerné.

Tout au plus, l'Union se contente de mises en garde et de demandes de mise en conformité avec les principes démocratiques de l'UE.

Certaines valeurs sont bafouées, les Etats membres faussement scandalisés et l'Europe toujours empêtrée quand il s'agit malgré tout d'un allié qui est concerné.

L'Europe aurait-elle du mal à se regarder en face ? De manière générale, est-elle en mesure de promouvoir sur la scène internationale des valeurs que les Etats membres eux-mêmes ont du mal à respecter ?

L'Accord UE-Turquie sur les migrants s'inscrit-il dans la ligne droite du respect des valeurs ? Le Parlement européen rappelait dans un récent rapport que la Turquie était loin d'être avant-gardiste sur la question du respect des droits de l'homme : attaque contre la liberté de la presse, reprise des hostilités contre les kurdes, et plus récemment, des violations des droits humains en marge du coup d'Etat manqué contre le président Erdogan.

L'accord entre l'UE et la Turquie a pour but de réduire la migration vers l'Europe suite, entre autres, aux conflits en Syrie et sa région. Les migrants irréguliers (ceux qui ne demandent pas l'asile ou dont la demande d'asile a été jugée infondée ou irrecevable) qui ont rejoint les îles grecques en traversant la Turquie sont renvoyés vers la Turquie au frais de l'UE.

Un pays est considéré comme sûr s'il dispose d'un système démocratique et s'il n'y a pas de conflit armé ou la présence de persécutions. L'Etat doit également avoir ratifié la convention de Genève sans limite géographique. A cela s'ajoute le fait que la Cour européenne des droits de l'Homme interdit de renvoyer une personne dans un pays, y compris considéré comme sûr, s'il y a un risque que ce dernier renvoie lui-même cette personne dans un autre pays qui serait risqué pour elle. Bref, peut-on dire que ces différentes conditions sont respectées par la Turquie ? Non. L'Union européenne a tenté de se débarrasser d'un problème sur son territoire en passant un accord avec un pays dans lequel il y a selon plusieurs Etats et organisations, des violations flagrantes et persistantes des droits de l'Homme et des règles fondamentales d'un Etat de droit.

Mais que fait l'Union européenne ? A l'aune du *Brexit* et enlisée dans une crise migratoire sans précédent, l'UE semble avoir perdu de sa superbe. Le portait est sombre. Il n'y pas de quoi fantasmer, l'Union ne fait plus rêver, a tel point qu'il est permis de se demander ce qui constitue encore le terreau européen.

Les accords internationaux patinent (CETA et TTIP) ; la crise migratoire a jeté un froid sur l'ensemble du territoire européen mettant à mal l'accord de Schengen et la libre circulation des personnes. Le retour des frontières et du contrôle de celles-ci est régulièrement remis à l'agenda des Etats ; le système européen est vivement critiqué tant il ne sait pas agir dans l'urgence. La spirale négative de ces dernières années tire l'Union vers le bas. Sur fond de montée des extrêmes au quatre coins de l'Europe, sans un sursaut, nul ne peut dire ce qu'il adviendra.

Pourtant, ne soyons pas défaitiste. L'Union européenne s'est construite dans la douleur à la fin de la seconde guerre mondiale et a su rapidement assurer une autosuffisance alimentaire

et se reconstruire autour d'un projet commun. Elle a grandi vite, trop vite peut-être sans prendre en considération sa propre capacité d'intégration. Demain, l'Europe à 27 doit être repensée. Un nouveau projet commun doit être dessiné plus de 60 ans après son commencement. Il faut recréer le lien entre l'Europe et les citoyens.

La boîte de pandore est désormais ouverte. Il va falloir stopper l'hémorragie des partis populistes voulant prendre exemple sur le *Brexit* comme en France, aux Pays-Bas et en Italie. C'est aujourd'hui que l'Union doit montrer qu'elle est forte et capable de rassembler autour d'un projet européen digne de ce nom. La contagion ne doit pas avoir lieu. Il nous appartient, en tant que citoyen, de réinventer l'Union.

L'article 1 du traité de Lisbonne prévoit une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe. David Cameron n'en voulait pas. Exit le Royaume-Uni, c'est l'occasion pour nous de recréer une nouvelle dynamique européenne.